

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DES DELIBERATIONS DU

NOMBRE DE MEMBRES :

Afférents au Conseil Municipal : 11

En exercice : 10

CONSEIL MUNICIPAL DE

BEUVRON EN AUGE

Qui ont pris part à la délibération :

9

Séance du 08-04-2024

Date de la convocation

04-04-2024

Date d'affichage

04-04-2024

L'an deux mil vingt-quatre, le huit avril, le Conseil Municipal de Beuvron en Auge, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Jérôme BANSARD, Maire.

Présents : M. Jérôme BANSARD, Maire ;

Mme Béatrice GRANGE-LECOMTE, 1^{ère} Adjointe ; M. Jean-François MOREL, 2^{ème} Adjoint ;

M. Alain GAYET ; Mme Elisabeth SAUTY de CHALON ; M. Marc CHAZELLE ; M. Eric WETTERWALD-VERMUGHEN ; M. Jean-Jacques CAMPION

Absent excusé : M. Samuel HAREL (donne pouvoir à M. Jérôme BANSARD)

Absent : Mme Mélanie HERVE

Secrétaire de séance : M. Jean-François MOREL

5. Mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire pour le personnel de la Commune

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 29 janvier 2024, instituant cette prime ;

Vu l'avis favorable du Comité social territorial compétent en date du 21 mars 2024 ;

Considérant qu'il est possible de verser une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en vue de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics territoriaux ayant perçu une rémunération annuelle brute inférieure ou égale à 39 000€ sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer le montant forfaitaire de la prime dans le respect du barème et des montants plafonds fixés par le Décret du 31 octobre 2023 susvisés ;

Considérant qu'il appartient également au Conseil municipal de déterminer les modalités de versement de cette prime, en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024 ;

Considérant qu'il convient de compléter la délibération du 29 janvier 2024, en mentionnant l'avis favorable du Comité social territorial compétent en date du 21 mars 2024 ;

Sur la proposition de M. Jérôme Bansard, Maire de Beuvron-en-Auge, et sur sa présentation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Décide de retirer la délibération du 29 janvier 2024 ;

Décide d'instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire au bénéfice des agents publics de la Commune ;

Décide d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées ci-dessous :

Dit que cette prime sera versée aux fonctionnaires territoriaux de la Commune remplissant les conditions cumulatives d'éligibilité suivantes : avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ; être employés et rémunérés par la Commune à la date du 30 juin 2023 ; avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 € au titre de la période de référence courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

Dit que le montant de la prime est forfaitaire et est fonction de la rémunération brute perçue par les agents publics territoriaux au titre de la période de référence courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, les différents montants forfaitaires étant les suivants :

Niveaux	Rémunération brute perçue au titre de la période de référence (du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023)	Montant de la prime
I	Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €

Dit que le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

Dit que la prime pouvoir d'achat exceptionnelle fera l'objet d'un versement unique avant le 30 juin 2024 et que les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget de la Commune ;

Dit que la prime de pouvoir d'achat est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par les agents publics territoriaux de la commune ;

Dit que la présente délibération sera notifiée à M. le Sous-Préfet de Lisieux et au Trésorier du SGC Val et littoral de Caen ;

Le Maire
Jérôme Bansard

Le Secrétaire de séance
Jean-François Morel

Transmis en Sous-Préfecture
et exécutoire le 2024